

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 20 avril 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TIFFON SA

Les Brunetières - Foussignac

Références : [2026_495_UbD16-86_Env](#)

Code AIOT : 0007205512

P.J. : Projets d'arrêtés préfectoraux complémentaire (APC) et de mise en demeure (APMD)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement TIFFON SA implanté Les Petites Brunetières 16200 Foussignac. L'inspection a été annoncée le 06/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inscrit dans le cadre pluriannuel de visites des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TIFFON SA
- Les Petites Brunetières 16200 Foussignac
- Code AIOT : 0007205512
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site exploité par TIFFON SA à Foussignac (rue des petites Brunetières) comprend 4 chais de stockage, dont le cumul des stockages autorisés sont soumis à autorisation (QSP totale de 3652 m³). Une maison d'habitation occupée par un tiers est localisée entre les chais Paradis et Sud.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 6.5.3	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
3	Rétention des chais	Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 6.5.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Réserve incendie	Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 6-1 et 6.5.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	vérifications périodiques des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 6.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 et 19	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Vérification périodique des dispositifs de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Aires de chargement déchargement	Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 6.4.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
11	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 6.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Volumes d'activité	Arrêté Préfectoral du 23/04/0009, article 3	Sans objet
8	contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 23/04/2026, article 6.2.1.1	Sans objet
9	Installations électriques – mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 6.2.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux constats, il est proposé au préfet de mettre l'exploitant en demeure de respecter les prescriptions qui lui sont applicables sur les sujets suivants :

- mise en place d'une détection incendie
- la réception et validation des moyens en eau pour la lutte contre un incendie par le SDIS
- la réalisation des études portant sur la foudre
- l'aménagement des aires de chargement/déchargement.

Par ailleurs, il est attendu des justificatifs de la part de l'exploitant concernant notamment la vérification périodique des moyens d'interventions (rétention, réserve eau incendie) et des installations de protection contre la foudre.

L'exploitant prévoit de ne plus exploiter les chais paradis et sud (absence de rétention).

Enfin, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint pour mettre à jour la situation administrative de l'établissement et plus particulièrement acter la réduction des capacités de stockage d'alcools par rapport aux autorisations initiales.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Volumes d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/0009, article 3																				
Thème(s) : Situation administrative, QSP																				
Prescription contrôlée : Les installations de stockage d'alcool de bouche autorisées par le présent arrêté ont les caractéristiques suivantes : <table border="1"><thead><tr><th>Désignation de la cellule ou du chai</th><th>Surface en m2</th><th>Type et caractéristiques du stockage</th><th>Capacité maximale de stockage en m3</th></tr></thead><tbody><tr><td>Chai 4</td><td>800 m2</td><td>Tonneaux et barriques</td><td>610 m3</td></tr><tr><td>1 chai ouest</td><td>614 m2</td><td>Cuves inox et barriques</td><td>1842 m3</td></tr><tr><td>2 chai sud</td><td>225 m2</td><td>Barriques</td><td>675 m3</td></tr><tr><td>3 chai Paradis</td><td>175 m2</td><td>Barriques</td><td>525 m3</td></tr></tbody></table>	Désignation de la cellule ou du chai	Surface en m2	Type et caractéristiques du stockage	Capacité maximale de stockage en m3	Chai 4	800 m2	Tonneaux et barriques	610 m3	1 chai ouest	614 m2	Cuves inox et barriques	1842 m3	2 chai sud	225 m2	Barriques	675 m3	3 chai Paradis	175 m2	Barriques	525 m3
Désignation de la cellule ou du chai	Surface en m2	Type et caractéristiques du stockage	Capacité maximale de stockage en m3																	
Chai 4	800 m2	Tonneaux et barriques	610 m3																	
1 chai ouest	614 m2	Cuves inox et barriques	1842 m3																	
2 chai sud	225 m2	Barriques	675 m3																	
3 chai Paradis	175 m2	Barriques	525 m3																	
Constats : L'exploitant a transmis les volumes d'alcools stockés dans chaque chai. Ces volumes sont en-deçà des capacités maximales de stockage autorisés. Il a été constaté que le chai Paradis ne contient plus d'alcools. Un arrêté préfectoral complémentaire est joint pour mettre à jour la situation administrative du																				

site et proscrire les stockages d'alcools dans le chai Paradis comme requis par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 6.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'établissement est doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <p>Alarme incendie Chaque chai est équipé d'un système automatique de détection d'incendie et d'alerte de la personne chargée de la surveillance.</p> <p>N.B : Suite à l'inspection de 2019, il était attendu que l'exploitant installe la détection incendie avec alarme avant la fin de l'année 2019 et transmette les justificatifs à l'inspection.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les chais ne sont pas équipés d'un système de détection automatique et alarme incendie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Rétention des chais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 6.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : (...)</p> <p>Récupération/ Extinction/ Rétention des alcools de bouche et des eaux d'extinction en cas d'incendie Chaque chai est pourvu d'un réseau permettant de récupérer et de canaliser les alcools de bouche et les eaux d'extinction d'incendie. Les effluents ainsi canalisés sont dirigés à l'extérieur des bâtiments de stockage d'alcool vers une fosse permettant l'extinction des effluents enflammés puis vers une rétention. Le réseau, la fosse d'extinction et la rétention sont conçus, dimensionnés et construits afin de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ne pas communiquer le feu directement ou indirectement aux autres installations situées sur le site ainsi qu'à l'extérieur du site • Éviter tout débordement, sauf pour la rétention. Pour cela ils sont adaptés aux débits et aux volumes définis dans les moyens de lutte contre l'incendie (mini 10 l/m²/mn) • Résister aux effluents enflammés. En amont de la fosse de dilution les réseaux sont en matériaux

incombustibles.

- Éviter l'écoulement des effluents en dehors des réseaux et installations prévus à cet effet
- Être accessible aux services d'intervention lors de l'incendie.
- Assurer la protection des tiers contre les écoulements éventuels
- Limiter la surface de collecte des effluents afin d'éviter la propagation de l'incendie dans le chai.
- Être éloignés au maximum de la propriété des tiers et de toute autre construction. Le réseau et la fosse d'extinction sont situés dans la mesure du possible à plus de 15 m des limites du site.

Dans le cas où pour des raisons techniques ou d'implantation (Surface du site insuffisante, topographie du site défavorable ...) un chai ne peut être relié à une cuvette de rétention externe, alors ce dernier est équipé d'une rétention interne. Cette rétention ne peut être commune à plusieurs chais ni à une aire de chargement/déchargement.

La rétention doit avoir une capacité minimale de 50 % de la capacité du plus grand chai raccordé et 100 % du plus grand récipient. La rétention peut être en partie interne pour le chai le plus grand du site.

En cas de débordement de la rétention, les effluents sont canalisés en un lieu où ils ne peuvent pas porter atteinte aux biens et aux intérêts des tiers. L'exploitant établit un plan d'intervention précisant les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie. Le délai d'exécution de ce plan ne peut excéder le délai de remplissage de la rétention.

Ce plan est porté à la connaissance du personnel et des services d'incendie et de secours. Il est régulièrement mis en œuvre au cours d'exercice qui doit avoir lieu au moins une fois par an.

N.B : suite à l'inspection de 2019, il avait été demandé à ce que les chais Paradis et Sud soient raccordés à la rétention déportée pour garantir leur rétention.

Constats :

Les chais Paradis et Sud ne sont pas raccordés à la rétention déportée. L'exploitant a indiqué qu'il ne souhaite plus exploiter ces deux chais pour le stockage d'alcools, notamment en raison de leur proximité avec une maison d'habitation occupée par un tiers. Il a été constaté que le chai Paradis est déjà vide.

L'inspection proposera à Monsieur le préfet de prendre un arrêté complémentaire pour déclasser les chais Paradis et Sud et y interdire le stockage d'alcools ; ce qui permet d'éviter la nécessité de mettre en conformité les rétentions de ces derniers

Les chais Nord et Ouest sont mis en rétention déportée. Des caniveaux sont visibles à l'entrée des chais pour drainer les écoulements accidentels vers un bassin de rétention extérieur.

Il a été constaté la présence de deux bassins, un dédié à la rétention des chais et un deuxième dédié à la réserve d'eau incendie, tous les deux étaient à moitié remplis d'eau. L'exploitant n'a pas été en mesure de distinguer à quelle destination est dédiée chaque bassin. Il n'a pas été constaté la présence d'une fosse d'extinction, l'exploitant a indiqué qu'elle est enterrée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de trois mois, l'exploitant videra le chai Sud de tout stockage d'alcools.

L'exploitant précisera à l'inspection lequel des deux bassins sert à la rétention des chais, il précisera le volume de la rétention et justifiera que le réseau de récupération des écoulements accidentels est équipé d'une fosse d'extinction. L'exploitant justifie que la fosse d'extinction est

conforme avec un système de coude plongeur immergé... L'exploitant prendra les dispositions nécessaires pour éviter que le bassin de rétention ne soit rempli d'eau, ce qui entrave sa fonction. L'exploitant transmettra à l'inspection la procédure mise en place pour vider les eaux de pluie de la rétention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Réserve incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 6-1 et 6.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>article 6-1 : La réserve prévue à l'article 6.5.3 de l'annexe du présent arrêté a une capacité minimale de 553 m³. Elle est accessible aux engins des services d'incendie et de secours et équipée de moyens fixes d'aspiration</p> <p>article 6.5.3 : Réserve d'eau d'incendie sur le site Le site est pourvu de réserve d'eau nécessaire à l'extinction d'un incendie dans les installations de stockage d'alcool de bouche. La répartition, l'aménagement et l'équipement de ces réserves doit faire l'objet d'un accord formel du SDIS.</p> <p>N.B : Suite à l'inspection de 2019, il était attendu que l'exploitant confirme que la réserve incendie dispose bien d'un volume de 500 m³ et de confirmer que le poteau incendie qui se trouve sur la voie publique délivre bien 60 m³/h sous 1 bar. La réserve incendie et poteau incendie devaient faire l'objet d'une validation du SDIS.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est équipé d'une réserve incendie qui n'était pas pleinement remplie lors de l'inspection. Le SDIS n'a pas été consulté pour valider la réserve.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit préciser le volume de la réserve incendie. Il prendra les dispositions nécessaires et présentera à l'inspection comment garantir que le volume d'eau requis pour la réserve est toujours présent. Cela inclura une vérification périodique de l'étanchéité de la réserve. Il conviendra pour l'exploitant de consulter le SDIS pour faire valider la réserve incendie.</p> <p>Aussi, il conviendra de donner à l'inspection, les éléments permettant d'attester que le débit du poteau incendie est conforme à l'attendu.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : vérifications périodiques des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 6.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : (...) Vérification périodique des installations électriques Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont vérifiées. Les vérifications portent sur l'ensemble des prescriptions du présent article et sont effectuées conformément aux dispositions du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 susvisé. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques par des personnes possédant une connaissance approfondie dans le domaine de la prévention des risques dus à l'électricité et des dispositions réglementaires qui y sont afférentes. La personne qui effectue les vérifications mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : L'exploitant a transmis le rapport de l'APAVE du 10 avril 2025 qui fait état de 12 observations. Par ailleurs le certificat Q18 émis à la même date conclut que l'installation électrique « peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion » Un devis de la société Eiffage énergie systèmes référencé 2025-05-97 daté du 10 juin 2025 pour la réalisation des travaux correctifs a été présenté. Une attestation de fin de travaux a été délivrée le 4 février 2026 et permet de conclure que les travaux ont été réalisés conformément aux non-conformités constatées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Suites aux travaux mis en œuvre pour assurer la conformité des installations électriques, il conviendra que l'exploitant transmette à l'inspection un nouveau certificat Q18 assurant que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 et 19
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée :

<p>article 18 : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. (...)</p> <p>Article 19 : En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</p> <p>Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</p> <p>Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne.</p> <p>N.B : Suite à l'inspection de 2019, il avait été demandé à l'exploitant de réaliser l'analyse risque foudre et l'étude technique dans les meilleurs délais et mettre en place les éléments préconisés. Cette étude devait être transmise à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a transmis aucun élément d'étude sur la protection contre la foudre : analyse risque foudre, étude technique, justificatifs confirmant que les dispositifs de protections sont bien en place. L'étude foudre n'a pas été réalisée suite au constat de 2019.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient pour l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées l'analyse risque foudre et l'étude technique ainsi que les justificatifs démontrant que les moyens de protection préconisés ont été mis en œuvre.</p> <p>L'exploitant devra justifier que tous les dispositifs en place sont conformes.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Vérification périodique des dispositifs de protection contre la foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la</p>

<p>foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p> <p>La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p> <p>Les agressions de la foudre sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas procéder à la vérification périodique des installations de protection contre la foudre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit procéder à la vérification périodique des installations de protection contre la foudre. Il réalisera une première vérification (vérification complète) dans un délai de 3 mois à compter de la date du présent rapport et transmettra le rapport de vérification à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : contrôle des accès

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2026, article 6.2.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations.</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les chais sont fermés à clé et munis d'une détection intrusion. Le bassin de rétention et la réserve incendie sont clôturés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Installations électriques – mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 6.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : (...) Les appareils utilisant de l'énergie électrique (pompes, brasseurs ...) ainsi que les prises de courant, situés à l'intérieur des installations de stockage, sont au minimum de degré de protection égal ou supérieur à IP 55. (...) Mise à la terre des équipements Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.
Constats : Il a été constaté dans le chai Nord la présence d'une pompe mobile de transfert d'alcools, de degré de protection IP55. Les cuves inox du chai Nord sont reliées à la terre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Aires de chargement déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 6.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : Les aires de chargement/déchargement sont situées à l'intérieur du site et matérialisées au sol. Elles sont réservées uniquement au chargement et au déchargement des alcools de bouches dans des camions citernes ou des produits nécessaires à l'exploitation du chai. Chaque aire est associée à une cuvette de rétention étanche permettant de récupérer tout épandage provenant du camion citerne, des installations fixes de stockage ou des tuyaux de transfert lors des opérations de chargement ou de déchargement. Cette cuvette à une capacité au moins égale au camion citerne le plus grand pouvant être admis sur l'aire. Chaque aire est équipée d'une installation permettant une liaison équipotentielle entre le camion citerne, le tuyau de dépotage et les installations de stockage. Des consignes sont établies pour le chargement /déchargement des camions, elles sont affichées à proximité de l'aire de dépotage. Elles précisent en particulier que tout chargement ou déchargement d'une citerne routière ne peut être effectuée que si la liaison équipotentielle est assurée.
Constats :

Il a été constaté qu'il n'existe pas d'aires de chargement/déchargement d'alcools aménagées au droit des chais. L'exploitant a indiqué que pour réaliser les opérations de dépotage des chais Nord et Ouest, le camion citerne (d'une capacité de 110 hl) est garé à l'intérieur du chai.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit impérativement arrêter de réaliser les opérations de dépotage à l'intérieur du chai en raison des risques engendrés par la présence des camions citernes à l'intérieur du chai (explosion, incendie, collision). En lieu et place de cette pratique il aménagera des aires de chargement/déchargement en extérieur des chais conformes à la présente prescription avec un revêtement étanche, une rétention raccordée ad hoc, des consignes affichées et la mise à disposition d'une prise de terre pour les citernes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 6.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : <u>Désenfumage</u> : l'exploitant a transmis un rapport de vérification des trappes de désenfumage du 24 octobre 2025 par la société ABC FEU. Les exutoires des chais Nord et Ouest ne font pas l'objet de remarques particulières. <u>Extincteurs</u> : L'exploitant a transmis le rapport de vérification du 21 octobre 2025 réalisé par la société ABC FEU. Les extincteurs des quatre chais ont été vérifiés, un extincteur doit être remplacé. <u>Réserve d'eau sur le site</u> : l'exploitant n'a communiqué aucun élément justifiant la vérification périodique de la réserve incendie. <u>Rétention déportée</u> : l'exploitant n'a communiqué aucun élément justifiant la vérification périodique du réseau de récupération et rétention des écoulements accidentels.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit procéder à une vérification annuelle de la bonne intégrité des bassins de la réserve incendie et du réseau de récupération des écoulements accidentels. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les procédures mises en place pour la réalisation de ces contrôles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois